

les Nations Unies devraient étudier non seulement certaines règles de base qui présideraient à l'intervention de forces de maintien de la paix mais également une formule qui permettrait de répartir équitablement entre les membres des Nations Unies les frais occasionnés par de telles initiatives. A titre d'exemple, nous sommes à Chypre depuis bon nombre d'années déjà. Et pourtant, des pays au sein des Nations Unies — et non seulement des pays sous-développés — qui ont tout intérêt à ce que la paix règne à Chypre n'ont pas contribué au financement de la force qui assure cette paix. Quand je présente notre position sur la question du maintien de la paix, je dois m'assurer, pour parler sans détours, que nous ne sommes pas les dindons de la farce, en somme, que tous ces pays ne se fient pas que le bon vieux Canada va s'en charger sans qu'il leur en coûte un sou.

Si vous me le permettez, j'aborderai maintenant très brièvement une ou deux autres questions. Vous savez que je reviens de Chine — un pays fort remarquable qu'on ne peut arriver à comprendre, à mon avis, si on n'y est pas allé. Il est certain, pour ma part, que je n'aurais aucunement pu m'en faire une idée sans en voir au moins la petite partie que j'ai visitée. Mais ce voyage et les discussions que j'ai eues avec les dirigeants chinois m'amènent à penser qu'il nous faudra au cours des prochaines semaines et des prochains mois élaborer une politique articulée face à nos relations avec ce pays aux ressources énormes et dont la population s'approche rapidement du milliard. Nous ne pouvons que reconnaître que la Chine deviendra au fil des ans, du moins est-ce mon avis, un protagoniste très influent sur la scène mondiale. J'aurais évidemment aimé m'étendre sur le sujet, mais qu'il suffise de vous dire que le Canada est conscient de la nécessité d'une approche cohérente et pondérée face aux relations sino-canadiennes.

Il en est de même pour l'Asie du Sud-Est. En effet, les pays de l'ASEAN émergent maintenant comme une force économique croissante dans le monde et leur population atteint presque les deux tiers de celle de la Communauté européenne. Il nous faudra également nous pencher sur le rôle que peut jouer le Canada dans cette partie du monde.

Enfin, j'aimerais vous dire un mot de la question nucléaire. Certains d'entre vous qui suivent ce dossier depuis les deux dernières années se demandaient peut-être si le Canada allait reprendre ses livraisons d'uranium à ses clients de longue date. Une chose est devenue très claire et je crois qu'on peut en dire autant de presque tous les aspects de la politique étrangère du Canada. Nous ne pouvons faire cavalier seul. Nous pouvons accomplir très peu par nous-même, qu'il s'agisse de sanctions contre l'Afrique du Sud ou d'un embargo sur l'exportation de l'uranium. A moins qu'il y ait une action internationale concertée, le Canada ne pourra que récolter de la frustration parce qu'il n'atteindra pas ses objectifs tout en subissant des pertes économiques. Dans tous les secteurs que j'ai abordés aujourd'hui, il est capital que le Canada agisse au sein de la communauté internationale ou d'un groupe fort tel que l'OTAN, le groupe du Sommet économique — dont il est membre — ou l'OCDE, sinon il est très probable que ses efforts, bien intentionnés certes, ne seront pas vraiment couronnés de succès. Nous avons réussi dans le dossier nucléaire parce que ces conditions étaient réunies et que nous disposions en plus du moyen d'action que j'ai mentionné un peu plus tôt — un levier. L'exemple est bien choisi puisque le Canada joue un rôle